

## france | l'événement

Nicolas Sarkozy invite  
à "refonder le capitalisme"

Le chef de l'État a tiré, hier, au Zénith de Toulon, les premières leçons de la crise financière et invité à "accélérer le rythme des réformes".

**E**xercice inédit, hier soir à Toulon, celui d'une intervention présidentielle attendue, mais venue du Var et non de l'Élysée : c'est face à 4.000 militants UMP réunis au Zénith, dans une atmosphère de meeting de campagne, que Nicolas Sarkozy a répondu à la « peur » suscitée par la crise financière, en invitant « à refonder le capitalisme ».

La toile de fond était bien ce maelström planétaire qui a poussé hier George W. Bush à inviter à la Maison Blanche les deux candidats à sa succession. Pour le président de la République, dont la marge de manœuvre est restreinte, l'exercice était hier soir compliqué. « Dire la vérité aux Français, a-t-il confirmé, c'est leur dire que la crise actuelle aura des conséquences dans les mois qui viennent sur la croissance, sur le chômage, sur le pouvoir d'achat. » Le chef de l'État a tiré les premières leçons de cette fin d'un capitalisme. « L'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle », a-t-il lancé, avant de réitérer sa condamnation des parachutes dorés. Mais, prévient-il, « la crise financière n'est pas la crise du capitalisme ».

Appelant à « un nouvel équilibre entre l'État et le marché », Nicolas Sarkozy a appelé de ses vœux une moralisation des modes de rémunération des dirigeants et une réglementation imposant aux banques de « financer le développement économique plutôt que la spéculation ».



Une atmosphère de meeting de campagne à Toulon.

(AFP)

tion ». Il souhaite une remise en ordre à propos des paradis fiscaux et du « dumping monétaire », invitant à « remettre à plat tout le système financier et monétaire mondial ». Il appelle ainsi les chefs d'État et de gouvernement des pays concernés à se réunir d'ici à la fin de l'année.

« Quoi qu'il arrive », a-t-il poursuivi, parlant d'un « engagement solennel », « l'État ga-

rantira la sécurité et la continuité du système bancaire et financier français ». Refusant d'envisager « une politique d'austérité qui aggraverait la récession », le chef de l'État estime que la crise « appelle à accélérer le rythme des réformes, non à le ralentir ».

Dans la fonction publique, la suppression de 30.600 emplois en 2009 est désormais à l'ordre

du jour. La révision des politiques de l'État se poursuit avec l'ouverture de la réforme des administrations locales.

30.600 emplois  
supprimés  
dans la fonction  
publique

Refusant « hausses des impôts et des taxes », au titre de la défense du pouvoir d'achat, mais aussi « tout ce qui pourrait contribuer à alourdir le coût du travail », Nicolas Sarkozy a accordé une place de choix au « défi écologique » et à l'application du principe pollueur-payeur. A ceux qui ont cru à une mise entre parenthèses du Grenelle de l'environnement, il a répondu hier qu'il croit au système du bonus-malus écologique, garantissant qu'il « sera étendu à d'autres produits » que l'automobile, « progressivement ».

François Tartarin

## repères

Quelques-unes des principales annonces de Nicolas Sarkozy à Toulon :

> **Parachutes dorés** : « Les modes de rémunération des dirigeants et des opérateurs doivent être encadrés. »

> **Système bancaire** : « Il faudra imposer aux banques de financer le développement économique plutôt que la spéculation. » « Il va falloir s'attaquer au problème de

la complexité des produits d'épargne et de l'opacité des transactions. »

> **Immobilier** : le chef de l'État annonce l'adoption en urgence de la loi de mobilisation pour le logement. « J'y ajouterai, dit-il, des mesures fortes pour que les programmes immobiliers en cours puissent être menés à bien. »

> **Solidarité** : « J'ai pris la décision, pour les titulaires de minima

sociaux [...] d'accorder une prime exceptionnelle pour compenser le retard sur l'évolution réelle des prix. »

> **Collectivités locales** : « Le moment est venu de poser la question des échelons de collectivités locales dont le nombre et l'enchevêtrement des compétences est une source d'inefficacité et de dépenses supplémentaires. »

## pour



Nicolas Forissier  
(député UMP  
de l'Indre).

« L'avenir dira si les Français ont été rassurés. Pour ma part, je le crois. Les Français ont pu voir et écouter un capitaine qui tient la barre, qui est sur le pont, qui sait où il va, qui est à l'initiative. Nicolas Sarkozy a en tout cas utilisé deux bons moyens pour rassurer. D'abord, il a tenu un discours de vérité. Ce n'est pas toujours ce qui se passait autrefois. Pas de langue de bois. Il a dit les choses avec force, avec solennité. C'est un bon moyen de crédibilité. Ensuite, il a indiqué fermement que l'État serait là pour protéger

les épargnants, les gens les plus en difficultés, y compris si certains établissements financiers français avaient des problèmes. Il réaffirme sa détermination à ce que la puissance publique joue tout son rôle. Il dénonce les dérives financières. Il y a une éthique du capitalisme à rénover. Je souscris totalement aux propositions qu'il fait sur ce point. Avoir en ligne de mire les parachutes dorés, c'est répondre à ce besoin. Sur le RSA, en tant que cosignataire de l'amendement pour un financement assuré par les plus riches, je salue la fermeté du Président. Il a été très précis sur les chantiers en cours et futurs. Il a lancé un message très fort sur la scène internationale où il est l'un de ceux qui peuvent faire évoluer les choses. »

Recueilli par Jean-Pierre Bel

## contre



Marisol Touraine  
(députée PS  
d'Indre-et-Loire).

« Je ne crois pas que ce discours soit apte à rassurer les Français. C'est du grand Sarko, du très classique, aux accents toujours volontaristes, mais c'est un discours purement incantatoire avec des annonces de mesures soit à venir soit imprécises. Oui, la crise est profonde, nous expliquent le président de la République, mais il ne propose pas de réforme structurelle. Comment rassurer dans ces conditions ? On nous annonce d'ailleurs pour les prochains jours les plus mauvais chiffres du chômage depuis des

années. Il y a trop de décalage entre un discours incantatoire et la réalité de ce qu'on vit au quotidien pour ne pas s'inquiéter. Sur les parachutes dorés, je suis favorable à leur suppression. Mais chaque fois que nous l'avons proposée, cela nous a été refusé ! Le Président n'a d'ailleurs pas dit qu'il voulait les supprimer complètement mais les limiter. De toute façon, ce n'est pas cela qui va rétablir la situation. On attend aussi des mesures fermes au niveau européen. Le Président en parle, certes, mais c'est toujours pour demain, et il n'y a pas de ligne forte. Sur cette crise, Nicolas Sarkozy s'est tu pendant 10 à 15 jours. De ce silence assourdissant, il sort avec des incantations. Il n'y a rien de rassurant. »

Recueilli par Jean-Pierre Bel

## » édito

La vérité  
face à la peur

par Hervé Cannel

D'un côté la Maison Blanche à Washington ; de l'autre, le Zénith à Toulon. De part et d'autre de l'Atlantique, et en comparant ce qui est comparable, les mêmes craintes, les mêmes peurs et les mêmes mots. Même réunion d'urgence pour faire face à une crise économique, « sans précédent » là-bas, « la plus importante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », ici.

Le style évidemment n'est pas identique. L'objectif de la grand-messe toulonnaise était clair : rassurer à la fois Billancourt et Neuilly. Avec son « N'ayez pas peur » en entame, Nicolas Sarkozy reprend à son compte les termes utilisés lors d'une homélie de Jean-Paul II demeurée célèbre. Auront-ils le même impact ? Le Président a eu, comme toujours, des formules qui feront mouche : seront-elles suffisantes face aux caisses vides ? La vérité, la lucidité, la confiance, la certitude : ces affirmations fortes sur lesquelles s'appuyait ce long discours ne sont pas, et c'est leur faiblesse, des annonces concrètes. C'est un Sarkozy aux mains vides, mais réaliste qui est venu prouver (c'est vrai qu'il était temps) qu'il maîtrisait les événements.

Voilà le paradoxe de ce plaidoyer un peu fourre-tout : d'une part, un tableau sans complaisance d'une situation qui a complètement changé ; d'autre part, l'annonce que les réformes vont s'accélérer comme si rien ne s'était passé. Profiter de la crise pour rebondir. Sacré pari ! Voici le nouveau pape de l'économie de marché réinventée lancé dans une vaste refondation du capitalisme. Le bon capitalisme entrepreneurial contre le méchant capitalisme financier et ses scandales dorés. Avec un grand couplet socialo-écologique qui a dû faire bouillir de plaisir Jean-Louis Borloo. Un coup à gauche. Et quelques notes du violon libéral sur le travail et le rôle de l'État banquier : un coup à droite. Restaient les fonctionnaires et les collectivités locales. Ils paieront pour tout le monde.

demain  
dans la NR

Internet : l'impossible  
contrôle des contenus